

Conseil général du

26.04.2010

RAPPORT

NO 39

DU CONSEIL COMMUNAL

***a) Discuter et préavisier le projet de nouveau plan de zones et de règlement communal sur les constructions***

***b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil communal destiné aux ayants droit au vote***

Le projet de plan d'aménagement local (PAL) de la Commune des Bois actuellement en vigueur comprenant le plan de zones et le règlement communal sur les constructions a été élaboré au milieu des années 1990. Il a fait l'objet d'une révision partielle approuvée en août 2008 comprenant des dispositions particulières relatives aux zones de hameau.

Suite au développement réjouissant de la localité et à la construction de différents secteurs destinés à l'habitat, les autorités communales ont décidé en 2005 de se lancer dans sa révision. C'est cette révision qui fait l'objet du présent rapport.

La commission d'urbanisme en charge du dossier a accompagné l'ensemble des études menées par le bureau Rolf Eschmann SA à Courrendlin. Après avoir évalué les besoins en logements et en terrains pour les activités artisanales et industrielles en accord avec le Service de l'aménagement du territoire, la commission a analysé les secteurs présentant un potentiel pour le développement de la zone à bâtir. Des extensions de la zone à bâtir destinées à l'habitat individuel et collectif ainsi qu'aux activités ont été définies au nord et à l'ouest du village (cf. plan ci-dessous). Une nouvelle route de desserte sera aménagée à l'ouest du secteur afin de délester le centre du village du trafic en provenance et en direction de Biaufond.

**Secteur HAC**

Construction de 10 maisons individuelles sur 2 niveaux

\*

**Secteur HAd**

Construction de petits locatifs sur 3 niveaux permettant la création de 10 logements au minimum

\*

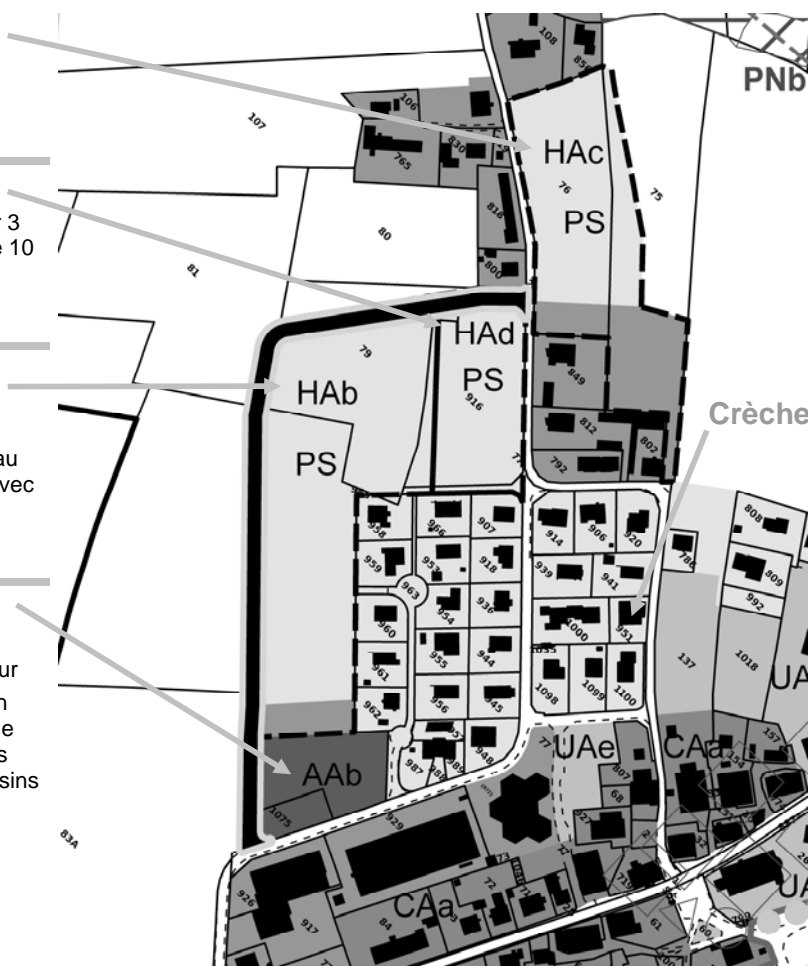
**Secteur HAB**

Construction de 20 maisons individuelles sur 2 niveaux avec aménagement d'une zone verte au sud pour assurer une transition avec le secteur AAb

\*

**Secteur AAb**

Destiné au développement des activités existantes dans le secteur Zone de transition à aménager en direction de l'est et du nord afin de limiter au maximum les nuisances pour les quartiers résidentiels voisins



\*Chaque nouveau secteur d'habitation devra encore faire l'objet d'un plan spécial fixant les détails de son aménagement.

Des secteurs présentant un intérêt pour une extension future de la zone à bâtir ont également été identifiés dans le cadre de la conception directrice. Ces secteurs, maintenus pour l'heure en zone agricole, pourront être affectés ultérieurement à la zone à bâtir en cas de besoins avérés et sans entreprendre une révision complète du PAL.

La présente révision du PAL a permis également d'apporter des modifications de détail au contour de la zone à bâtir. Le petit patrimoine (croix, fontaines, bornes historiques) a été complètement inventorié. Les mesures de protection ont été revues.

Le règlement communal sur les constructions a été entièrement reformulé afin qu'il respecte le nouveau plan directeur cantonal et les directives du Service de l'aménagement du territoire.

Les périmètres de protection de la nature et du paysage ont été repris des études de base réalisées par le bureau Natura en 1996. Les prescriptions y relatives ont été actualisées.

Les périmètres de risques naturels ont été définis sur la base des dernières études entreprises sous l'égide de la Commission cantonale des dangers naturels.

De novembre 2008 à février 2009, le dossier de révision du PAL des Bois a fait l'objet d'un examen approfondi des services de l'Etat concernés. Les remarques formulées ont été discutées et intégrées au projet. Le Service de l'aménagement du territoire a donné son autorisation pour la mise en dépôt public le 14 août dernier.

Le PAL a été mis en dépôt public du 16 septembre au 15 octobre 2009, conformément à l'art. 71 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

**La révision du plan de zones constitue un enjeu important pour le développement de la commune. Ce plan fixe le contour de la zone à bâtir pour les 15 prochaines années et comprend les prescriptions applicables aux différentes parties du territoire. Les changements d'affectation constituent souvent des sujets sensibles mêlant intérêt collectif et intérêts particuliers.**

## ***Ratifier la décision de l'Assemblée des délégués de la Communauté scolaire Les Bois – Le Noirmont portant sur un crédit de Fr. 510'000.00 pour des travaux d'entretien du bâtiment et la mise à jour de l'équipement de diverses salles de l'école secondaire***

Suite à la visite du 15 mai 2009 dans différents locaux appartenant à la communauté scolaire Les Bois-Le Noirmont, la commission de gestion a décidé d'envisager des travaux dans l'ancien bâtiment de l'école secondaire du Noirmont.

Cela concerne le toit (bois et ferblanterie), les fenêtres, les toilettes, la salle de dessin et la salle de sciences. Afin de chiffrer le montant des travaux à exécuter, des devis ont été établis pour un montant de Fr.510'000.00.

Cette somme sera répartie entre les communes du Noirmont et des Bois. La clé de répartition est d'environ 70% pour Le Noirmont et 30% pour Les Bois. Si l'on estime que les subventions cantonales seront de 20% soit Fr. 100'000.00, on peut dire que les coûts seront de Fr. 280'000.00 pour la commune du Noirmont et Fr. 120'000.00 pour la commune des Bois.

La commune des Bois ne versera pas un montant important puisque la dette de la Communauté scolaire sera augmentée. Après les travaux, Les Bois verseront environ Fr. 137'000.00 par an, soit un peu plus que le montant actuel (Fr. 125'000.00).

Le 1<sup>er</sup> décembre 2009, l'Assemblée des délégués de la Communauté scolaire Les Bois-Le Noirmont a accepté le projet de rénovation susmentionné et voté un crédit de Fr. 510'000.00 sous déduction des subventions et le souverain du Noirmont a ratifié ce vote en date du 14 décembre 2009.

Afin que ce projet de rénovation puisse aller de l'avant, le Conseil communal vous recommande de le ratifier.

- a) Discuter et voter un crédit de Fr. 63'000.- destiné à l'aménagement de 9 containers de type Molock pour le ramassage des ordures ménagères ainsi que son financement***  
***b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit de construction en emprunt ferme***

Le service de ramassage des ordures ménagères était jusqu'à ce jour effectué au moyen de containers de 5 m3. Ce système a jusqu'à présent donné satisfaction.

Les techniques de ramassage évoluent. Aussi, nous sommes dans l'obligation de suivre le mouvement qui a été engagé par l'ensemble des communes rattachées à Vadec SA (anciennement Cridor) pour une meilleure gestion du ramassage des ordures. C'est ainsi que le système des bennes tel que nous le connaissons a vécu. Il sera remplacé par des containers Molock. Le transporteur qui assume le ramassage des ordures ne pourra plus, dès le 1<sup>er</sup> juin 2010, charger nos bennes de 5 m3 suite aux transformations qu'il doit effectuer sur ses véhicules.

D'entente avec les autres communes des Franches Montagnes, le Conseil communal a réexaminé la situation sur l'ensemble de la commune. Il propose ainsi l'aménagement de 9 containers de type Molock pour remplacer les containers existants. D'autre part, il maintiendra quelques containers de 800 litres comme par exemple, au Cerneux-Godat et aux Prailats, ceci en raison des impératifs de chargement. Enfin, et toujours dans la même optique de faciliter le chargement et également en raison des infrastructures existantes en sous-sol, certaines bennes seront quelque peu déplacées voire supprimées.

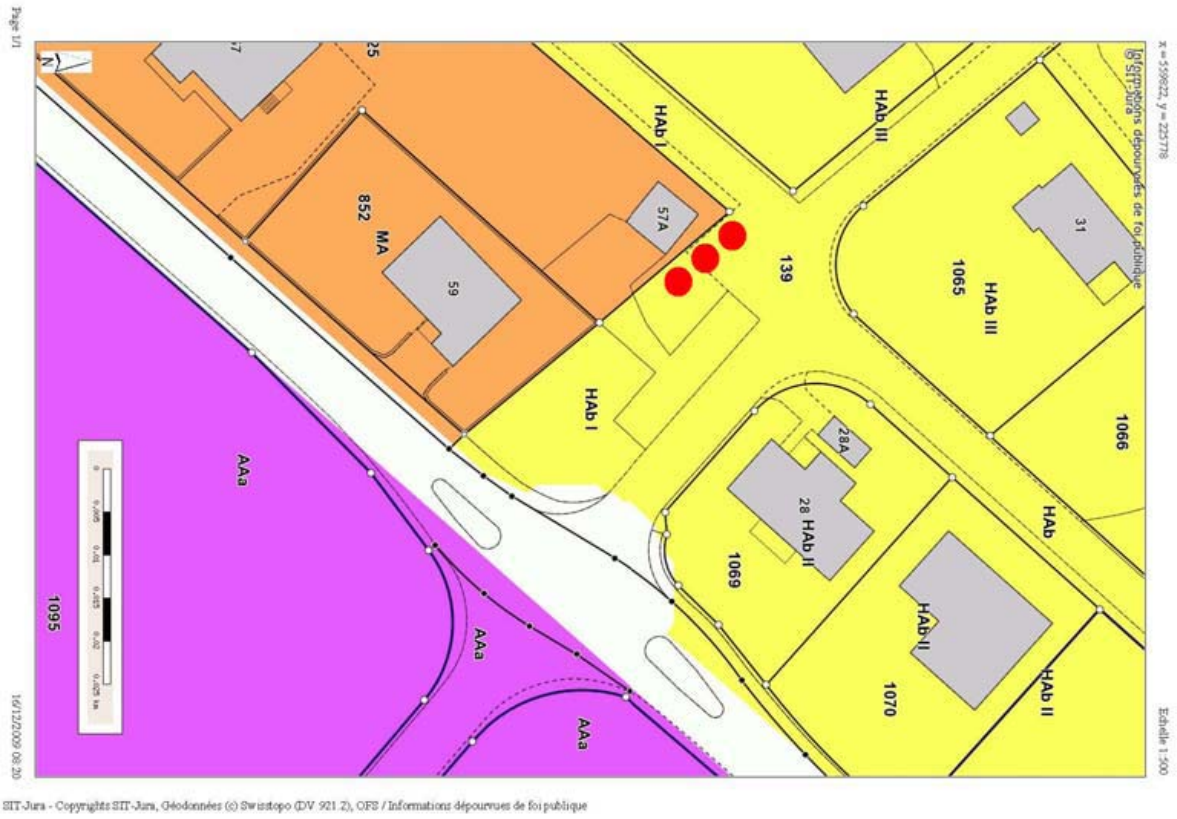
Si cette solution n'était pas acceptée par le Conseil général, il y aurait lieu d'acquérir des containers de 800 litres pour effectuer le ramassage des ordures, soit l'équivalent d'environ 54 containers de 800 litres. Cette solution augmenterait passablement le coût de ramassage.

Pour ce qui concerne le ramassage des emballages de fourrage par exemple, un service spécial sera mis en place par la commune.

Le financement de ce crédit sera assuré par emprunt, le fonds des ordures n'étant pas en mesure de financer cette acquisition.

Il s'agit d'une première étape en vue de l'introduction de la taxe au sac.

## SECTEUR « Au Jourez »



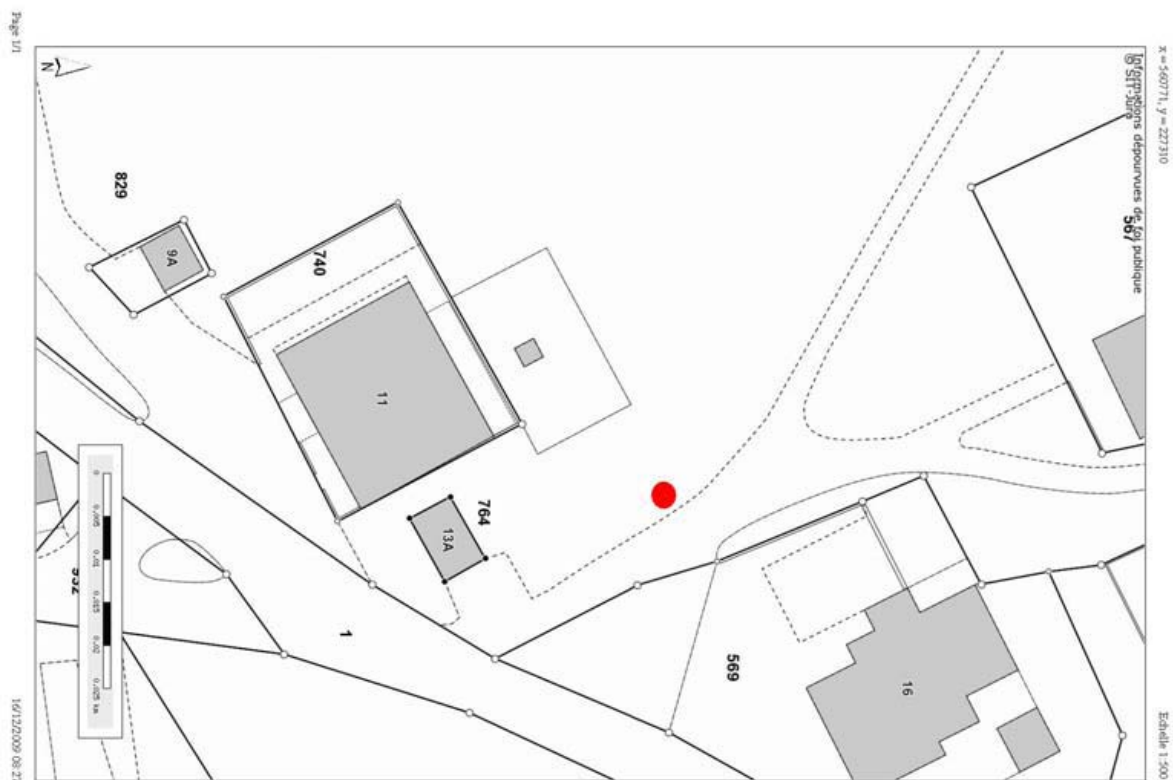
## SECTEUR « Ruelle de la Baronne »



## SECTEUR « Bas du Village »



## SECTEUR « Le Boéchet »



- a) Discuter et voter un crédit de Fr. 220'000.- destiné à l'assainissement de la route des Prés-Derrière par la construction d'un ouvrage de soutènement ainsi que son financement***  
***b) Donner au Conseil communal la compétence de convertir le crédit de construction en emprunt ferme***

Depuis quelques années, il a été remarqué que le coffre de la route des Prés-Derrière a tendance à s'affaisser. D'autre part, les véhicules d'aujourd'hui sont de plus en plus imposants et le déneigement de cette route en particulier pose de plus en plus de problèmes.

Suite à un examen de ce tronçon routier, il est apparu qu'un aménagement d'un ouvrage de soutènement devenait indispensable. En effet, la route ne repose pas sur une couche de calcaire comme le laisse à penser le décor environnant.

Le Conseil communal a mandaté le bureau MFR pour la réalisation d'une première étude.

La solution proposée consiste en la réalisation d'un ouvrage de soutènement du côté aval de la route sur une distance de 120 m environ.

Le coût s'établit comme suit :

Avant-projet (crédit voté par le Conseil communal)	Fr.	36'000.00	
Estimation du coût de l'assainissement	Fr.	<u>220'000.00</u>	
TOTAL			Fr. 256'000.00
Subventions de la Confédération 36 %	Fr.	92'160.00	
Subventions du Canton 30 %	Fr.	<u>78'800.00</u>	
TOTAL DES SUBVENTIONS			<u>Fr. 170'960.00</u>
SOLDE A CHARGE DE LA COMMUNE			Fr. 85'040.00 =====

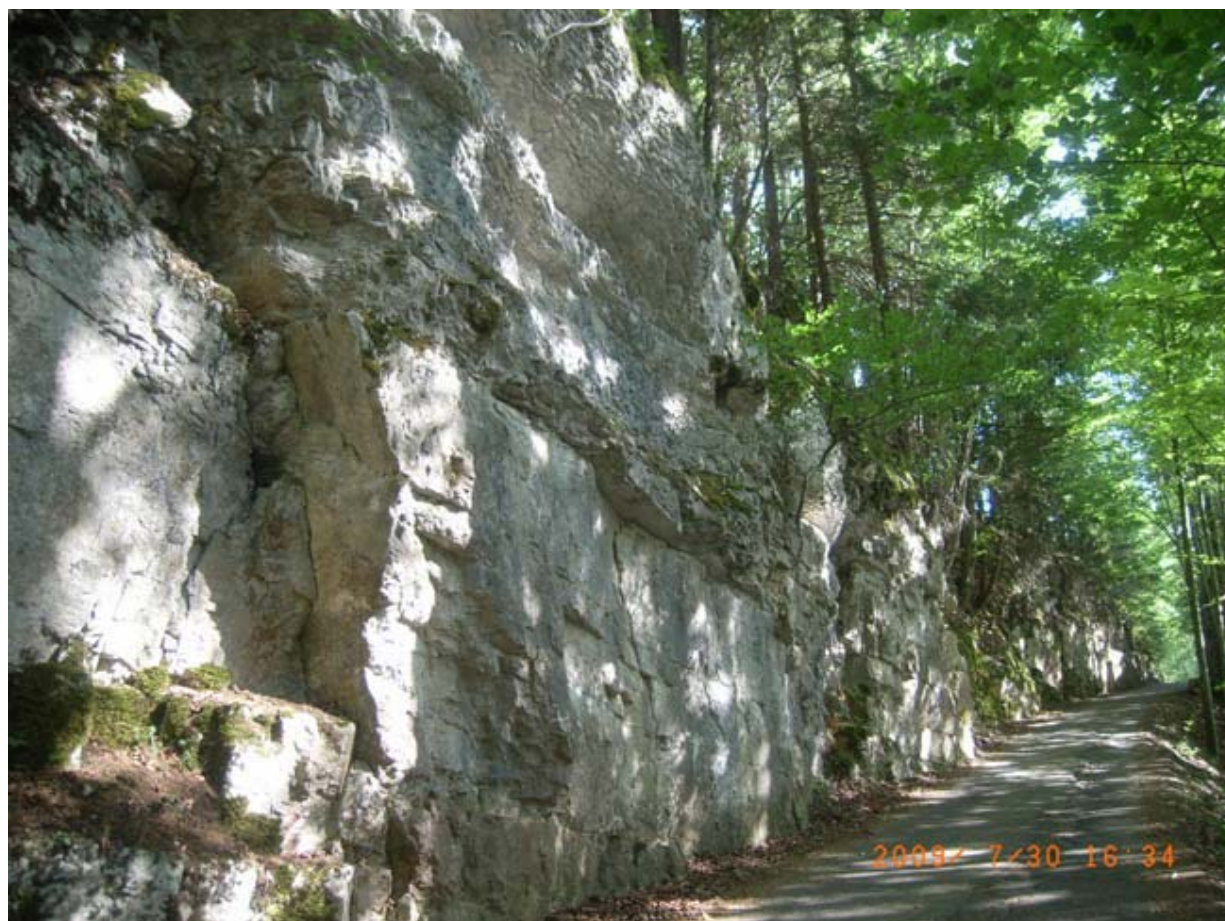
Ce projet pourra être financé au moyen de crédits d'investissement forestiers sans intérêts. Le remboursement s'effectuera sur une période de 10 ans.

Le crédit voté au préalable par le Conseil communal de Fr. 36'000.00 figure dans la présente demande. Ainsi, l'ensemble du crédit pourra être subventionnées par la Confédération et le Canton. De même, le crédit d'investissement portera également sur l'ensemble du crédit.

Les travaux devront être exécutés impérativement durant les mois de juin à août. Aussi, le Conseil communal a déjà lancé la procédure de publication afin de raccourcir les délais au maximum.

Le Conseil communal vous recommande l'acceptation de ce crédit.











Zone à purger si hors atteinte fraiseuse

60

## Abattage d'arbres

## Démolition

## Limite terrassements

## Abattage du rocher

min.50

ACT 11 ép. 4cm

ACT 22 ép. 5cm  
Ballast 15/25 ép. 5cm  
Chaille 0/150 ép. 40cm

min. 50

min. 50

✓ Coffre existant  
Revêtement existant

570

**PROFIL-TYPE**  
**Zone affaïssée 1:100**

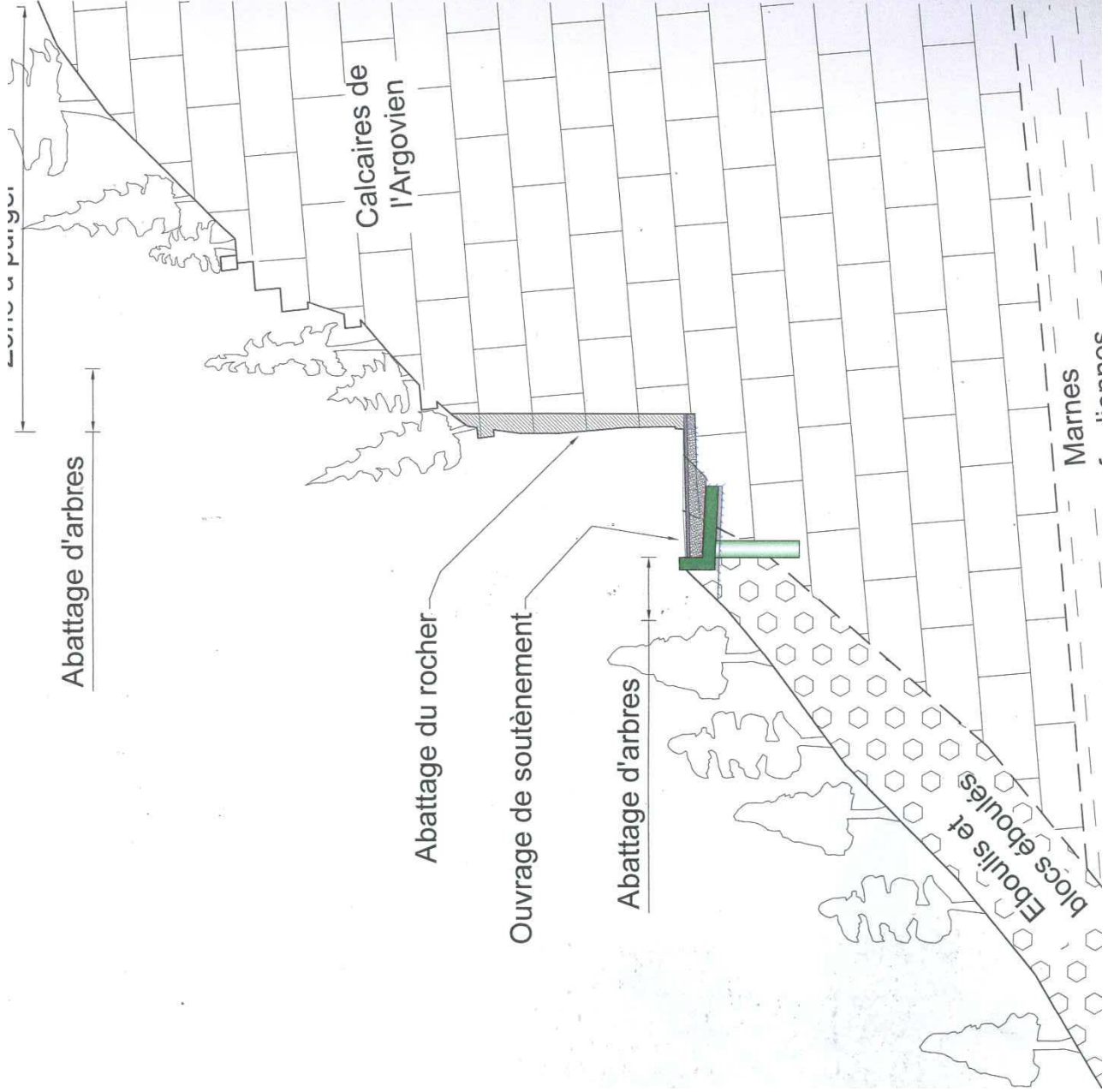
Dessin :  
 Date :  
 Format :

8



**M F R** **GEOLOGIE-GEOTECHNIQUE**  
 15, CH. DE LA LATTERIE  
 2503 BEU  
 1089 EPALINGES  
 Tel 031 / 714 00 01  
 Fax 031 / 714 00 01  
 E-mail: epalinges@mfr.ch  
 E-mail: bien  
 M1769\_Proj\_dérivée/Dao1769\_pro

Basé: Levé de terrain du 01.04.09



## Commission de révision du règlement de subvention au logement

Le 14 avril 2008, le Conseil général (CG) a accepté une motion de M. Yann Chappatte pour un système de subventionnement au logement lié aux investissements écologiques.

Une commission d'étude a été nommée lors de la séance du CG du 30 juin 2008 pour étudier une nouvelle mouture. Elle est composée de :

Yann Chappatte	PCSI	président
Louis Humair	PDC	membre
Urs Moser	LL	membre
Jean-Maurice Jobin	LL	secrétaire
+ 1 membre du Conseil communal		

Cette commission est en mesure de vous transmettre, ci-joint, un projet de règlement à l'intention du Conseil général.

Les points suivants sont à relever :

- par rapport à l'ancien règlement, l'objectif de diminution des coûts de subventionnement a été atteint, puisque les montants proposés permettent de diminuer d'environ 60% la somme actuellement allouée.
- un comparatif, sur tableau annexé, permet de visualiser les montants proposés pour chaque système écologique.
- dans le choix des montants, il a, entre autre, été tenu compte des subventions déjà versées par le canton.
- la proposition exclut les objets obtenant des avantages fiscaux à titre d'entretien.
- les montants qui vous sont proposés sont en rapport avec le coût d'acquisition dudit investissement.
- la subvention pour enfants est maintenue à son montant de Fr. 2500.- par enfant.
- le projet de règlement a été transmis au Conseil communal et au Service des communes pour prise de connaissance et remarques.

La commission estime donc que, tout en encourageant les investissements écologiques, le nouveau règlement est mieux indexé aux capacités financières de la commune.

Le Conseil communal a pris connaissance du présent projet et en recommande l'acceptation.